

à l'Union soviétique et n'ajouterait rien à la puissance des États-Unis; elle aurait tout simplement pour effet de détruire l'efficacité et la richesse du genre humain et de ses institutions. Nous devons éviter ce résultat, mais nous n'y parviendrons pas en refusant de prendre nos responsabilités et d'utiliser cet instrument, qui est le seul que notre intelligence limitée connaisse, comme moyen efficace d'empêcher le déclenchement d'une guerre. Ce n'est pas en nous montrant faibles que nous nous ferons respecter de l'Union soviétique. Vu l'actuelle puissance militaire de l'URSS, nous devons toujours pouvoir invoquer notre puissance militaire au cours des négociations. A mon avis, ce n'est qu'en adoptant une telle attitude que nous assurerons la sauvegarde de ce que nombre de gens bien intentionnés ont à l'esprit lorsqu'ils soutiennent que nous devons être prêtes à utiliser n'importe quel moyen pour éviter un conflit. Il est bien entendu que nous devons nous servir de n'importe quel moyen. Mais faisons-le donc d'une manière qui protège le caractère fondamental de notre société et des principes élémentaires qui la gouverne, afin de maintenir la dignité humaine et de préserver la paix. Le Canada a des responsabilités à cet égard.

Nous ne participons pas directement à ces négociations. Il reste néanmoins que, lorsque de pareilles discussions se tiennent publiquement ou privément, une tâche incombe au gouvernement: celle de faire bien connaître la position du Canada et de voir à ce que soit exercée sur l'Union soviétique et sur tous les autres la pression de l'opinion publique, qui, en dernière analyse, peut fort bien se révéler l'argument le plus efficace pour persuader ceux qui ont créé la crise qu'ils ne peuvent rien y gagner à la guerre.

C'est dans cet esprit que, poussé par l'inquiétude que cause ce problème, je demande au gouvernement de faire tout en son possible pour obtenir toutes les collaborations et de consulter tous les organismes disponibles au pays. Le chef de l'opposition n'aimera peut-être pas ce que je vais dire, mais dans une situation comme celle-ci le Canada peut jouer un rôle d'une importance extrême. Je sais qu'hier le premier ministre s'est entretenu avec le chef de l'opposition. Il n'y a pas d'homme dans le pays qui soit plus au fait de ces questions que le chef de l'opposition. La situation est telle que j'ai une proposition à faire, et je la fais de ma propre initiative, au risque même d'encourir son déplaisir. Si la situation est aussi grave que l'ont dit le secrétaire d'État aux Affaires extérieures et le premier ministre, à Winnipeg, c'est le temps d'oublier les différends de parti. Il est impérieux de profiter de tous les conseils possibles. Grâce à ses états de service et à son

expérience, le chef de l'opposition est, à mon avis, le meilleur homme à consulter sur ces questions. C'est dans cet esprit que j'exprime l'espoir qu'il nous sera possible d'aider à amener une ère de paix et non une période de troubles.

M. Herridge: Je suis certain, monsieur le président, que comme d'habitude, tous les membres du comité ont écouté avec intérêt la déclaration du secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Je suis sûr de ne pas me tromper en disant que dans toutes les tâches que lui impose sa fonction extrêmement importante, les meilleurs vœux et la plus franche collaboration de la Chambre l'accompagnent. Les Canadiens n'ont qu'à se féliciter du choix des députés qui ont occupé ce poste. Le prédécesseur du secrétaire d'État aux Affaires extérieures s'est penché sur un projet qui, nous l'espérons tous, va se traduire parfaitement dans la réalité avant longtemps. Je veux parler de sa proposition de création d'une force d'urgence pour le Moyen-Orient. Notre groupe espère que cette force se transformera très bientôt en une force de police mondiale pour remplacer les pactes régionaux et autres qui existent aujourd'hui.

Le ministre a dit que le Canada avait pour rôle de faire tout en son pouvoir pour atténuer la tension mondiale. Si j'ai bien compris, il a fait allusion à une observation faite par un délégué soviétique à une récente conférence à laquelle il assistait, observation qui montre que ces gens admettent que les Canadiens sont un peuple pacifique et que nos attitudes procèdent de notre désir de paix. Je n'ai pas très bien saisi ses paroles exactes.

Avant d'aller plus loin, je veux dire aussi que nous apprécions les excellents services des principaux collaborateurs du ministre et des autres membres de son personnel. Plus on connaît de représentants d'autres pays et plus on a l'occasion de leur parler, plus on se rend compte à quel point nous devons nous féliciter d'avoir, pour nous représenter, des personnes sincères qui doivent travailler présentement dans des conditions très difficiles.

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a l'habitude de passer quelques jours de congé dans sa circonscription natale au cours de l'été. De fait, sa mère est l'une de mes commettantes et cet été il est venu la voir, comme d'habitude. Je lis toujours les journaux du lendemain pour voir ce qu'il a dit. Le quotidien *News* de Nelson, qui l'accueille dans ses colonnes comme l'enfant de la ville qui a réussi, en donne un compte rendu plus complet que, disons, le *Globe and Mail*. Nous ne l'ignorons pas.

J'ai lu avec grand intérêt le discours du ministre, fait à Kaslo le 13 août, dont le quotidien *News* de Nelson, du lendemain,